



***Extrait de l'intervention de Michel LE ROC'H à l'occasion du congrès de l'UD Cgt-FO le 17 mars 2022***

**Camarades,**

Depuis le 24 février, jour de la Commission Exécutive Confédérale, la guerre est au cœur du continent européen avec son cortège d'horreur et de scènes insoutenables. La plupart des villes ukrainiennes sont bombardées par l'artillerie de Poutine. Plus de trois millions d'Ukrainiens terrorisés par les bombardements se sont jetés sur les routes de l'exode.

Le bureau de l'Union Départementale de la semaine dernière a adopté une déclaration qui exige le retrait d'Ukraine des troupes de Poutine, l'arrêt des bombardements et des tueries en Ukraine et exige en conséquence l'arrêt des opérations militaires d'où qu'elles viennent. Il y a un fait. Les peuples ne veulent pas la guerre. Ni le peuple ukrainien, ni le peuple russe. Malgré la répression féroce, de nombreux russes manifestent pour le retrait des troupes de Poutine et contre la guerre. Chacun a vu les images de cette femme courageuse, Elena Ossipova, qui a survécu au siège de Leningrad par les nazis pendant la guerre et qui est arrêtée par la police lors d'une manifestation à Saint Pétersbourg. Et puis, plus récemment (c'était lundi), il y a l'irruption à l'heure du JT de la plus grande chaîne russe, de cette employée de la chaîne, qui face aux caméras montre une pancarte dénonçant la guerre et indiquant : « *ne croyez pas la propagande, ils vous mentent ici* ». Elle risque jusqu'à 15 ans de prison. Alors, il ne fait aucun doute que la majorité du peuple russe est opposé à la guerre. Et pourtant, c'est ce même peuple qui est victime des sanctions économiques décidées par Biden et l'Union Européenne. Il est indiscutable que les sanctions économiques visant à asphyxier l'économie russe touchent en premier lieu les travailleurs et non l'oligarchie russe. Ces sanctions se répercutent également sur les travailleurs de toutes les nations d'Europe avec des augmentations des matières premières comme le blé, mais également des prix des carburants et du gaz. La pénurie de blé pourrait également aggraver la

situation de certains pays africains déjà durement touchés par la famine. Dans notre pays, les ruptures d'approvisionnement dans de nombreuses entreprises conduisent les patrons à imposer aux salariés des jours de congés et de RTT. Et puis il y a le recours au chômage partiel, rémunéré 60% du salaire brut, avec les conséquences directes sur le pouvoir d'achat.

### **Camarades,**

Les sanctions touchent de plein fouet les plus démunis et cela nous ne pouvons l'accepter. On nous prend souvent pour des lapins de six semaines. Nous savons par exemple que l'augmentation des prix des carburants va profiter en premier lieu aux groupes comme Total Energies qui a distribué 7 milliards d'euros de dividendes en 2021 à ses actionnaires. C'est la raison pour laquelle, nous avons publié un communiqué il y a une semaine exigeant le blocage des prix des carburants à 1,50 € et l'augmentation générale des salaires, des pensions et des frais de déplacement professionnel. Ce communiqué a eu un écho considérable partout où il a été diffusé. Ils augmentent d'un seul coup le prix du gasoil de 50 à 60 centimes le litre, réduisent quelques jours après les prix de quelques centimes pour tenir compte des fluctuations du cours du baril. Ces fluctuations se répercutent immédiatement à la pompe alors que nous savons qu'il faut 45 jours pour livrer le pétrole brut et 10 jours encore pour le raffiner. Pour le bénéfice de qui tout cela mes camarades ? Et il y a les taxes qui représentent 60% du prix du gasoil. Vous allez me dire : pourquoi se plaint-il ? Castex a prévu de prendre en charge 15 centimes du prix des carburants à compter du 1<sup>er</sup> avril (et il paraît que ce n'est pas un poisson d'avril). Et pourquoi attendre le 1<sup>er</sup> avril mes camarades ? Les salariés n'attendront pas le 1<sup>er</sup> avril pour remplir leur réservoir et aller bosser !

### **Camarades,**

Au nom de la guerre, on nous demande de faire des sacrifices. On nous dit que Biden, l'Union Européenne sous présidence de Macron et l'OTAN seraient les défenseurs de la paix et de la souveraineté des peuples et que nous devrions nous, les syndicats, au nom de « l'Union Nationale » nous ranger derrière eux contre Poutine et mettre nos revendications en sommeil le temps du conflit. Pour qui nous prennent-ils ? Nous savons que derrière le bruit des bottes, il y a l'odeur du gaz et derrière l'escalade actuelle, il y a un affrontement sans merci pour le partage du marché mondial et le pillage des matières premières. En décidant d'envahir l'Ukraine, Poutine cherche à défendre les intérêts économiques des oligarques dont il est le représentant. Mais ni Biden, ni Macron ne veulent le bien des classes ouvrières. Ça se saurait ! Et pourquoi augmenter les budgets militaires des membres européens de l'OTAN à 2% de leur PIB ? Les 27 chefs d'Etat réunis à Versailles la semaine dernière sont tombés d'accord pour augmenter les investissements en matière d'armement : 2000 milliards d'euros

dans les 5 à 7 prochaines années, ce qui correspond au PIB annuel de la France pour une année. Lucide, la 1ère ministre suédoise Magdalena Anderson a même déclaré : « *Je voudrais bien investir l'argent des contribuables dans les écoles et pour les retraites, mais nous devons dépenser l'argent pour la défense* ». Cela, nous le savons, annonce forcément une escalade guerrière à l'opposé de nos principes. Cela annonce en France la poursuite des suppressions de lits dans les hôpitaux (17600 sous le quinquennat Macron malgré l'épidémie).

Nous rappelons souvent que les intérêts des salariés coïncident rarement avec ceux des gouvernements et des patrons. Nous sommes comme organisation syndicale indépendante aux côtés des travailleurs russes et ukrainiens qui s'opposent à la guerre. Nous sommes solidaires des syndicats ukrainiens qui luttent contre la guerre, pour le retrait des troupes de Poutine et pour la liberté. Mais jamais, nous ne nous rangerons derrière ceux qui piétinent tous les jours les libertés et les conquêtes sociales pour abaisser le coût du travail et ainsi accroître les richesses d'une minorité.

Aucune « Union Nationale » ou « Union Sacrée » n'est acceptable avec les gouvernements fauteurs de guerre !

### **Camarades,**

Je vous propose que le congrès décide l'envoi d'une aide financière aux syndicalistes ukrainiens qui, avec leurs familles, vivent aujourd'hui une situation effroyable, après avoir été victimes hier de la politique anti-ouvrière du président Zelenski. La presse le présente aujourd'hui comme un héros du peuple ukrainien. Mais la réalité est tout autre. La Confédération Syndicale Internationale a établi en 2020 un classement des pays quant au respect des normes de l'Organisation Internationale du Travail en matière de droit du travail et des droits syndicaux. Il y a 6 catégories : 1, 2, 3, 4, 5 et 5+. L'Ukraine faisait partie en 2020, avec l'Arabie Saoudite et l'Egypte de la catégorie 5 où les droits des travailleurs ne sont pas garantis. Les travailleurs ukrainiens et leurs syndicats en ont d'ailleurs fait le cruel constat avec la « réforme » du travail dans la dernière période, marquée par des violations systématiques du droit du travail (y compris les droits liés à la maternité), comme en attestent les rapports de l'OIT et la plainte en cours des syndicats ukrainiens devant les organes de contrôle de l'OIT.

### **Camarades,**

J'en viens maintenant à la situation nationale. Emmanuel Macron « marche » depuis qu'il a été élu président de la République dans les pas de Denis Kessler, ex-vice-président du MEDEF, qui, en 2007, suggérait aux candidats à la présidentielle : « *La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a*

*été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ».* En finir avec le programme du Conseil National de la Résistance, c'est poursuivre l'œuvre de démolition de la Sécurité Sociale et des retraites par répartition, piller le salaire différé au bénéfice d'une minorité d'actionnaires et de banquiers, supprimer des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires supplémentaires et éclater le Statut général de la Fonction Publique, privatiser EDF et la SNCF, faire exploser l'Hôpital, etc. En résumé, faire du « neuf » sur le dos des conquêtes ouvrières. Tous savent que la mise en œuvre d'un tel programme ne peut conduire qu'à un choc frontal.

Pour imposer ces mesures, Macron a profité de l'épidémie du COVID pour restreindre les libertés, avec en particulier la Loi « Sécurité Globale », « l'Etat d'urgence » permanent et le fichage des syndicalistes. Et lorsque cela n'était pas suffisant, il n'a pas hésité à utiliser le bâton pour réprimer les plus récalcitrants.

Je vous ai parlé tout à l'heure du rapport de la Confédération Syndicale Internationale concernant la politique anti-ouvrière de Zelenski et son classement dans la catégorie 5. Ce rapport publié au 1<sup>er</sup> semestre 2020 classe la France en catégorie 2 dans la rubrique « violations réitérées des droits » avec ce commentaire, je cite : *« en France, la police a violemment réprimé de grands mouvements sociaux contre la réforme des retraites en 2019 et 2020, usant de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. De nombreux autres manifestants ont été arbitrairement arrêtés et détenus ».*

**Mes camarades**, le rapport de la CSI n'est pas complet. Il y a eu effectivement les gaz lacrymo, mais pas seulement. Les gilets jaunes, et pas seulement eux, ont fait la triste expérience des tirs de LBD. Frédéric (1), je ne sais pas si la CSI va sortir un nouveau rapport. Il serait peut-être bien de leur suggérer un petit changement de catégorie, au minimum un glissement de la 2 à la 3 : de « violations réitérées des droits » à « violations régulières des droits ». Et pourquoi pas aller plus loin : « violations systématiques des droits » et la catégorie 4.

En attendant mes camarades, le candidat-président a promis le 3 mars dernier dans son allocution de campagne « du sang et des larmes ». Il promet s'il est élu et très rapidement :

- De nous faire travailler plus longtemps : il y a là la volonté de réduire en miettes les derniers vestiges des 35H et de liquider nombre de RTT, mais aussi de repousser le départ de l'âge à la retraite à 65 ans en broyant au passage les régimes spéciaux.

- De parachever l'autonomie de l'Université et de la rendre payante pour les étudiants.
- Et puis, nous savons depuis mardi qu'il veut réformer le RSA (revenu de solidarité active). Il a abaissé le niveau de l'allocation-chômage de 17% en moyenne pour plus d'un million de chômeurs et maintenant il s'apprête à suspendre le RSA pour ceux qui ne voudraient pas travailler ou se former !

Le style, **mes camarades**, c'est l'homme, grossier, brutal et autoritaire. Quand il est arrivé au pouvoir, les 500 familles les plus riches possédaient 570 milliards de patrimoine. Notons qu'elles s'étaient déjà enrichies considérablement sous la présidence Hollande, + 117 milliards pour la seule année 2016. Cinq ans plus tard, elles en possèdent le double pendant que 10 millions de français vivent sous le seuil de pauvreté, que 12 millions subissent la précarité énergétique et 8 millions dépendent de l'aide alimentaire. Pendant l'épidémie de Covid, les milliardaires français ont accumulé 237 milliards d'euros supplémentaires !

Si j'étais aussi grossier que Macron, je dirais : on « l'emmerde ». Le 5 décembre 2019, nous avons avec nos camarades de la RATP, dont un très grand nombre est aujourd'hui à Force Ouvrière, engagé le rapport de force par la grève, contraignant Macron, après plus de deux mois de grèves et de détermination à retirer sa réforme systémique des retraites. Nous sous-estimons, je pense, la portée d'un tel événement, gommé peut-être trop vite par l'arrivée de l'épidémie du Covid. L'enjeu, mes camarades, si Macron est élu et qu'il met en œuvre sa réforme des retraites, c'est de préparer à nouveau le rapport de force par la grève pour faire échec à tout cela. J'ai appris lundi que nos camarades des URIF (région parisienne) FO et CGT allaient adopter une déclaration commune en ce sens. Je vous propose d'en faire de même dans le département. Il s'agit de préparer de manière déterminée le rapport de force comme nous l'avons fait à l'automne 2019. Soyons clairs ! Pas question pour nous d'accompagner les décisions des gouvernements, sous prétexte, y compris, de tenter d'éviter le pire. Non, nous ne sommes pas des corps intermédiaires et Oui nous allons nous battre.

### **Camarades,**

Précisons ! Se battre et préparer le rapport de force, ce n'est pas participer à toutes les petites journées d'action sans principe (il y en a une aujourd'hui). La Confédération a eu raison de refuser le catalogue d'action proposé par les sommets de la CGT sur une plateforme qui ne dit pas un mot des retraites et de l'assurance-chômage, cadeau de bienvenue à l'UNSA dans ce nouvel avatar du syndicalisme rassemblé contre les intérêts de la classe ouvrière. Se battre et préparer le rapport de force, c'est exiger partout des augmentations générales de salaires et la réouverture des NAO pour

tenir compte de l'inflation réelle. La Banque de France vient de chiffrer à 4,4 % l'inflation probable pour 2022. Amélie de MONTCHALIN vient d'annoncer que le point d'indice des fonctionnaires sera dégelé d'ici l'été. Quelle revendication mettons-nous en avant mes camarades : 5% d'augmentation ? 7% (qui correspond à l'inflation sur les deux années), 10% ? 49 points d'indice comme chez les hospitaliers ? Je n'en sais rien, mais il faut le faire avec détermination et mobiliser tous les militants.

### **Camarades,**

Je vais conclure là et vais vous laisser la parole. Dans l'après-midi, je répondrai aux camarades qui vont intervenir bien entendu. Mais une dernière chose tout de même. Yves (2) a décidé, et cette décision lui appartient, de ne pas renouveler son mandat à l'occasion du prochain congrès confédéral début juin 2022. Je salue Yves pour le travail qu'il a fait, en particulier à l'occasion du conflit sur la réforme des retraites. Nous sommes à moins de trois mois du congrès. Il y a des sensibilités diverses et des personnalités différentes dans la confédération et cela a toujours existé et c'est même une bonne chose. Je souhaite que pour la succession d'Yves, nous trouvions les bonnes solutions, qui correspondent à la situation réelle de la confédération et qui nous permettent, par-delà nos différences, de rester soudés pour affronter la période difficile qui s'annonce et qui par beaucoup d'aspects est déjà là. Fin mars, il y aura un Comité Confédéral National et il y aura derrière les élections présidentielles. Le camarade Pierre-Louis Montaudon représentera l'Union Départementale et je serai avec lui comme membre de la Commission Exécutive Confédérale. Je propose que nous y allions sur les positions défendues à cette tribune et qui correspondent aux intérêts des travailleurs :

- Pas touche à nos retraites, d'aucune façon !
- Non à la guerre ! Pas un doigt dans une quelconque Union Nationale !
- Non aux fermetures de lits dans les hôpitaux, défense de la Sécu et des services publics
- Augmentation générale des pensions, des salaires et liberté de négociation

Vive la Confédération Générale du travail Force Ouvrière, vive l'UD Cgt Force Ouvrière de Loire-Atlantique !

*(1) Frédéric Souillot, secrétaire confédéral, présidait le congrès*

*(2) Yves Veyrier, secrétaire général de la Confédération*